



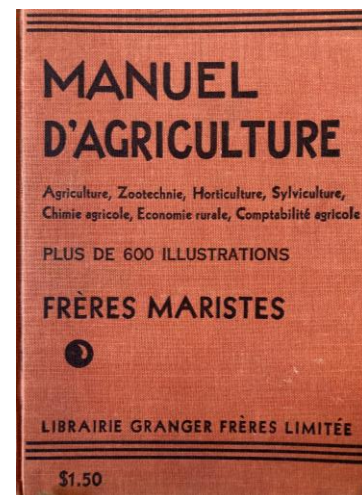
Ensemble des bâtiments de l'École d'agriculture à Val-d'Espoir, 1942.  
Musée de la Gaspésie. Fonds École d'agriculture de Val-d'Espoir. P275/7

## L'ART DE L'ÉLEVAGE À VAL-D'ESPOIR ENTRE 1930 ET 1960

Anne Bernard  
Muséologue

Jean Pierre Bernard  
Chroniqueur historique et résident de Barachois

*En 1940, les Frères maristes publient un manuel d'agriculture, approuvé par le Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique de la province de Québec (ancêtre du ministère de l'Éducation) et utilisé par plusieurs écoles d'agriculture de l'époque au Québec. Ce manuel nous a servi d'inspiration pour parler d'élevage en Gaspésie, et ce, plus particulièrement dans l'arrière-pays, à Val-d'Espoir, entre 1930 et 1960.*



Couverture du *Manuel d'agriculture* des Frères maristes, 1942.

Image tirée de : Frères maristes,  
*Manuel d'agriculture*, Montréal,  
Granger, Coll. Manuels d'enseignement  
rural, réédition, 1942, 614 p.

Ils s'appellent Bourque de Val-d'Espoir, Arseneault de Bonaventure-Est, Brotherton de Gascons, Vallerand de « Murdockville », Bourdages de Denison Mines Spragge (Ontario) et Guité de Californie. Ils ont tous en commun une chose : ils font partie des 52 membres de l'Amicale des Anciens de l'École d'agriculture de Val-d'Espoir, y ayant étudié entre 1940 et 1957.

### **La naissance d'un village agricole**

En 1914, le curé Antoine Poirier fonde le village de Val-d'Espoir avec comme premier colon ce qui semble être un membre de sa fratrie, Michel Poirier, qui arrive en 1920. Suivront, à partir de 1922, les premiers colons de ce village naissant. Comme c'est la tradition en milieu catholique, une première chapelle-école est bénie, de même que sa cloche en 1924. Le tout est fait sous l'œil bienveillant de Mgr François-Xavier Ross, évêque de Gaspé.

En 1925, Mgr Ross est un « apôtre » de la colonisation et de la mise en valeur de l'agriculture rurale. Les débuts de son ministère s'inscrivent dans une tradition de « missionnaire colonisateur » où « coloniser et évangéliser reste aujourd'hui comme autrefois, le lot principal de sa race : la croix et la charrue demeurent ses outils préférés »<sup>1</sup>, comme le cite bien son biographe Laval Lavoie, s'inspirant du manuel pédagogique intitulé *Pédagogie théorique et pratique* publié par F.-X. Ross en 1924. Lavoie le cite dans un discours au Club Canadien de Québec en 1934 où il affirme que « la race française qui est une race essentiellement paysanne prouve par son histoire qu'une race terrienne peut donner dans tous les domaines des supériorités qui égalent ou éclipsent celles des nations boutiquières ou industrielles. ».

### **Un petit retour en arrière**

En 1908, une loi vient circonscrire la création des sociétés coopératives agricoles. Près de 350 coopératives locales sont fondées au cours des quinze années suivantes. Autour de la Grande Guerre (1914-1918), la population du Québec vit en très grande majorité d'une agriculture dite de subsistance. Après le conflit, un accord bilatéral entre les gouvernements fédéral et provincial interpelle le monde agricole pour fournir en denrées alimentaires les pays européens dévastés par la guerre.

On voit alors l'apparition des premiers agronomes de district vers 1913. Au début des années 1920, on assiste à une surproduction, une chute des prix, un endettement des cultivateurs et un exode vers les villes. Le Québec s'urbanise massivement à cette époque et s'ouvre à l'industrialisation. Sous l'influence du clergé, qui tente de préserver ses ouailles des syndicats internationaux et laïcs, la Coopérative fédérée de Québec (1922) et l'Union catholique des cultivateurs (UCC) (2 octobre 1924) sont créées. Cinq ans plus tard, le 6 mars 1929, l'UCC fonde son organe de presse, le journal *La Terre de chez nous*. Alors que la misère sévit en milieu urbain, les gouvernements décident d'encourager la colonisation des régions périphériques. Les mesures gouvernementales associées à cette stratégie, de même que l'exemption du service militaire aux colonisateurs pendant la Deuxième Guerre mondiale, vont donner un grand coup aux

mouvements de peuplement qui s'est amorcé à partir des années 1800 dans le Bas-du-Fleuve, le long de la frange littorale du Saint-Laurent d'abord, puis dans l'arrière-pays.



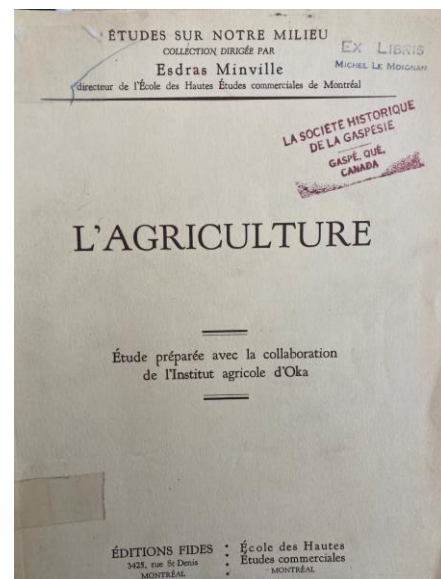
Couvertures de *Histoire de l'agriculture*, *Les champs et la ferme* et du rapport du ministère de l'Agriculture paru en 1953.

### Le mouvement agriculturiste

Le mouvement agriculturiste de l'époque s'inscrit dans ce contexte historique particulier au Québec. Un autre grand Gaspésien, Esdras Minville, professeur et économiste né en 1896 à Grande-Vallée, définit sa pensée économique autour de ce mouvement. Associé à des grands du Québec de l'époque comme Olivar Asselin, Paul Gouin et l'abbé Lionel Groulx, Minville élabore un programme détaillé de réforme économique pour le Québec de l'après-krach boursier de 1929. Émule du chanoine Groulx, la pensée de Minville se consolide dans une cohabitation entre le concept de nationalisme et celui de décentralisation économique.

Selon Minville, tiré de l'un de ses textes publiés en 1946, il affirme qu' « une nation n'est donc ni un fait économique ni, en dépit de l'opinion courante, un fait politique. C'est un fait sociologique, une communauté de culture. [...] Tout citoyen doit avoir le culte de l'histoire : histoire de son pays, histoire de sa nation, l'une en regard de l'autre. »<sup>2</sup>.

En réponse à la crise économique, l'ancien directeur de l'école des hautes études commerciales (HEC), le premier d'origine québécoise, propose des



Étude dirigée par Esdras Minville, intitulée *L'agriculture*, en collaboration avec l'Institut agricole d'Oka.

réformes valorisant le monde rural. La décentralisation qu'il suggère est démographique, économique, sociale avec la contribution de l'État-providence de façon équilibrée. Ses propositions incluent la colonisation organisée et planifiée des régions, la transformation des ressources naturelles, la prise de possession du sol par l'agriculture ainsi que la mise en place du modèle coopératif.

### L'élevage en Gaspésie

Dans le *Manuel d'agriculture* des Frères maristes (1942), chapitre sur la zootechnie générale, la leçon 408 porte sur le sujet de l'élevage et précise les choses suivantes : « Les animaux doivent avoir des logements appropriés à l'espèce et au genre de vie. »<sup>3</sup>. On y apprend que la disposition des étables pour les vaches ressemble à celle des écuries pour les chevaux. Des séparations à l'avant empêchent les vaches de se disputer la nourriture et de se donner des coups de cornes. Les moutons de leurs côtés ne craignent pas le froid et exigent beaucoup d'air. Les bergeries doivent donc être vastes et sans pentes, car les urines sont peu abondantes. Par contre, pour les porcheries, les odeurs étant fortes et incommodantes, il faut donc les placer à l'écart des habitations. Les locaux des animaux doivent être blanchis à la chaux. Bâtiment agricole 101 des années 1940 ou Élevage pour les nuls très détaillé.

Des tâches et des questions terminent chaque chapitre. :

1. Préparer 4 pages du carnet de poche d'un fermier laitier, une pour chaque saison.
2. Faire des inventaires approximatifs de plusieurs fermes : fonds, bâtisses, animaux, machines, clôtures, etc.
3. À qui incombe la tenue des livres d'une ferme?  
Réponse du livre à la leçon 1 073 :  
la fermière (souvent plus instruite que son mari selon l'ouvrage) et les enfants.



Certificat du cours à domicile d'économie rurale remis par l'Union catholique des cultivateurs, 1933. Ce cours est destiné aux femmes qui administrent les livres de la ferme.

Collection famille Malenfant-Soucy



Monastère et la grange au loin, à Val-d'Espoir.

Musée de la Gaspésie. Fonds École d'agriculture de Val-d'Espoir. P275/34

Des bâtiments de l'École d'agriculture de Val-d'Espoir, il nous reste quelques traces. Les premiers religieux, des Cisterciens, belges et hollandais d'origine, bâtissent un monastère et fondent tout d'abord l'Institut agricole entre 1930 et 1936, suivis des Clercs de Saint-Viateur et de leur École d'agriculture entre 1938 et 1961. Les bâtiments, outre le monastère, sont principalement une grange-étable, une remise, une porcherie et un poulailler. Les principales espèces animales sont des bovins Ayrshire et des milliers de poules et de dindons destinés au marché local ou vers les marchés extérieurs de Montréal et les villes américaines.



Ferme-école Sainte-Marie, années 1930.

Musée de la Gaspésie. Fonds École  
d'agriculture de Val-d'Espoir. P275/34

Dans la « vallée des Espérances », ceux qui possèdent des animaux (vaches, bœufs, veaux, porcs, chevaux et autour d'une centaine de poules) habitent sur une terre en culture de 40 acres en moyenne, partagent l'équipement agricole et vendent leurs produits à l'extérieur comme la beurrerie de Cap-d'Espoir, sa cousine avec vue sur le golfe du Saint-Laurent.

#### UN MONASTÈRE DE CISTERCIENS

L'une des excursions les plus intéressantes que puisse faire le touriste durant son séjour à Percé est une visite au site du nouveau monastère des Cisterciens, qui sont à compléter la construction d'un vaste établissement, demeure des moines en même temps qu'un centre d'enseignement agricole dans une belle région de colonisation.

Grâce à la munificence du gouvernement provincial, qui a concédé à ces religieux une vaste étendue de terrain, les Cisterciens vont ouvrir des terres nouvelles à l'agriculture et enseigner, à ceux qui veulent se livrer à la culture, les méthodes les plus aptes à faire produire à leurs travaux les résultats les plus fructueux.

Dans les autres endroits où ces religieux ont établi leurs monastères, particulièrement à Oka et à Mistassini, ils ont transformé en champs productifs d'immenses terrains stériles. Ils ont été de tout temps des pionniers idéals, et leurs établissements ont apporté la prospérité à toutes les localités où ils les ont érigés.

Leur nouvel établissement, situé à environ huit milles du village de Percé, consiste en un édifice principal de 40 pieds par 90, qui leur servira de monastère ; en une grange moderne de dimensions égales, et en poulaillers, étables et porcheries.

Ils feront de leur ferme une station expérimentale et enseigneront aux nouveaux colons, qui ne manqueront pas de s'établir en grand nombre autour du monastère, à obtenir les meilleurs résultats possibles de leurs terres et à faire un succès de leur culture.

Plus tard, lorsque le succès de leur entreprise actuelle aura été assuré, un orphelinat sera construit près du monastère, où l'on enseignera aux jeunes garçons les principaux éléments de la bonne culture.

Le monastère occupe un site très pittoresque sur une petite élévation qui domine une magnifique vallée.

Le chemin qui y conduit est en très bon ordre, et le voyage est très intéressant, vu qu'il donne au touriste une excellente idée du travail qui se fait, dans le but d'aider au développement des terres situées à quelque distance de la côte de la baie des Chaleurs.

Extrait à propos du monastère des Cisterciens à Val-d'Espoir, 1933.

*La Gaspésie – Histoire, Légendes, Ressources, Beautés*, Québec, ministère de la Voirie, 1933, p. 183.

### Établir une basse-cour

Dans le manuel des Frères maristes, certaines sections s'attardent à l'élevage en aviculture. La leçon 554 démontre comment on établit une basse-cour. On y parle d'achat d'œufs d'incubation, de celui de poussins d'un jour, de poulettes prêtes à pondre et de reproducteurs adultes. L'élève à l'École d'agriculture apprendra en 1942 les nombreuses races

de poules, ou bien comment rendre un poulailler confortable ou comment construire des « batteries », espèces de cages à poules superposées.

### La poule Chanteclerc

Les caractères héréditaires des reproducteurs et la mue des volatiles sont au menu des leçons 558 à 560. Les races les plus favorisées sont les Leghorn, Plymouth, Rock et Wyandotte. Mais la Chanteclerc reste une favorite québécoise. Elle voit le jour en 1908 à la Trappe d'Oka et est une pure création du frère Wilfrid qui conçoit une synthèse aviaire des qualités des meilleures races de volailles de l'époque. À l'instar du cheval et du bovin canadiens, le frère trappiste développe une poule vraiment adaptée à l'hiver québécois, bonne pondeuse dans la poudreuse. Sa création est achevée autour de 1916, soit 20 générations plus tard, pour en acquérir son vrai titre de noblesse. Vers 1918, une association est mise sur pied afin d'adopter des règlements stricts d'élevage et être présentée en grande pompe en 1919, lors de la première conférence canadienne nationale sur la volaille. Elle est reconnue internationalement le 10 août 1921, étant reçue au *Standard of Perfection* de l'American Poultry Association. Comme ses vis-à-vis bovins et chevalins typiquement patrimoniaux, la Chanteclerc a échappé à l'extinction

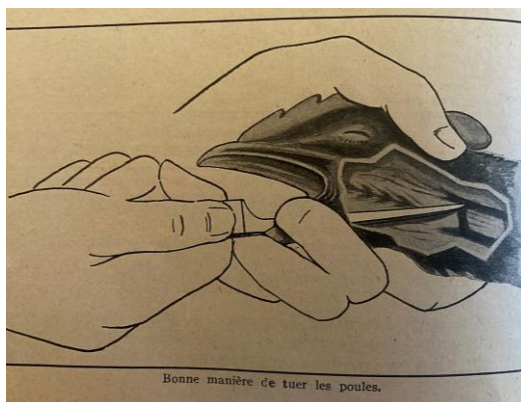


Image tirée de : Frères maristes, *Manuel d'agriculture*, Montréal, Granger, Coll. Manuels d'enseignement rural, réédition, 1942, p. 342.

### OBSERVATIONS À FAIRE

1. Visiter un poulailler. Examiner l'aménagement, les parcours avec colonies, les dispositifs pour l'alimentation, l'abreuvement.
2. Apprendre à distinguer les races de poules par la conformation, la couleur, à connaître les pondeuses (largeur de 4 doigts au bréchet, couleur du bec, des pattes...), les cochets, les chapons, les coqs bons reproducteurs.
3. Mirer les œufs, les peser, les classer, les emballer.

### QUESTIONNAIRE

1. Qu'entendez-vous par aviculture? (No 552)
2. Nommez les divers modes d'incubation. (No 553)
3. Comment établit-on une basse-cour? (No 554)
4. Nommez les races de poules que nous élevons. (No 555)
5. Qu'est-ce qu'un poulailler confortable? (No 556)
6. Les batteries sont-elles pratiques? (No 557)
7. Quelles sont les qualités désirables chez les reproducteurs? (No 558)
8. Les poules muent-elles? (No 559)
9. Quelle est l'alimentation des poules? (Nos 560-561)
10. Peut-on augmenter la ponte? (No 562)
11. Comment classe-t-on les œufs? (No 564)
12. Pourquoi mire-t-on les œufs? (No 565)
13. Montrez comment on tue et on déplume les volailles. (No 566)

Image tirée de : Frères maristes, *Manuel d'agriculture*, Montréal, Granger, Coll. Manuels d'enseignement rural, réédition, 1942, p. 345.

grâce à la dévotion et au dévouement d'éleveurs actuels. Ses caractéristiques de jadis et d'aujourd'hui restent les mêmes : produite pour sa chair et sa ponte ainsi que pour sa constitution musclée, vigoureuse et rustique.

Et puis, pour les cœurs sensibles s'abstenir, une image, mais sans autres explications, instructions ou méthodes, nous montre la technique pour tuer une poule en insérant une lame dans le gosier. Fini les scènes de

hache qui coupent le cou de la poule qui court dans tous les sens, guillotinée à la Marie Stuart. Et moi, Gaspésien, j'aime l'introduction de coquilles de moules cueillies sur la plage pour augmenter la résistance de la coquille de l'œuf. Pierres à chaux moulues ou écailles d'huîtres acceptées.

### **La vache et le cheval canadiens**

Race laitière originaire de Bretagne et de Normandie, la vache canadienne est introduite sur notre territoire au 17<sup>e</sup> siècle. Elle est la seule race bovine laitière propre à l'Amérique du Nord. Sa présence au Québec est aujourd'hui sérieusement menacée, car des croisements avec la race Brown Swiss ont bien failli sonner le glas de sa lignée, dont il reste très peu de bêtes de race pure. Tout comme pour la poule Chantecler, on observe un regain d'intérêt pour sa sauvegarde au patrimoine québécois. Son origine coïncidant avec la fondation de Québec en 1608 a été le début de l'aventure des bovins au Canada. Le retour de Champlain en 1633, ainsi que les efforts de Colbert et de Talon entre 1660 et 1670, ont regarni le troupeau de bovins anéanti quelques décennies plus tôt. D'ailleurs, la rudesse du climat aidant, le bétail souche aurait subi une forte pression à son arrivée forçant une sélection qui aurait contribué à faire de la Canadienne une race unique aux Amériques et spécifique au Québec.

« Les bovins canadiens ont constitué la majorité des bovins laitiers jusqu'en 1850, où ils ont commencé à souffrir de la concurrence des races nouvellement importées. Devant la menace de disparition des bovins canadiens authentiques, les éleveurs ont décidé de créer en 1886 un livre généalogique de la race bovine canadienne. Cette action a permis d'établir des standards spécifiques et de créer officiellement la race canadienne. En 1850, on comptait encore au moins 300 000 vaches canadiennes, mais les effectifs de la race ont commencé à décliner significativement par la suite. Déjà en 1970, il ne restait plus que 5 000 à 10 000 vaches. [...] Il est fort peu probable que la race canadienne puisse retrouver son importance d'antan, mais elle pourrait toutefois avoir trouvé une vocation qui lui assurera un meilleur avenir. »<sup>4</sup>

En ce qui a trait au cheval canadien, on retient que : « La province de Québec est le berceau du cheval canadien, la plus ancienne race de chevaux en Amérique du Nord. Ce cheval patrimonial, aussi appelé « cheval canadien-français » ou « petit cheval de fer », a fait l'objet de nombreux efforts de conservation depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle : on a alors établi formellement ses caractères distinctifs et on a créé des organismes visant à garantir la race. Depuis 1999, il est reconnu au provincial comme race du patrimoine agricole du Québec, rejoignant ainsi la vache canadienne et la poule Chantecler. Il a aussi été nommé « cheval national du Canada » par le parlement canadien en 2002. Il est même devenu un archétype. En effet, en octobre 2007, le ministère des Transports du Québec a modifié tous les panneaux de signalisation québécois comportant un cheval pour y reproduire la silhouette du cheval canadien. Malgré tout, cet important représentant de notre patrimoine animalier est encore mal connu et menacé. »<sup>5</sup>.



### **Contexte historique québécois**

En 1930, on compte à peine 10 % des fermes québécoises qui sont électrifiées. En 1945, un projet de loi est enfin adopté et, en 7 ans, 10 000 kilomètres de lignes électriques sont construits pour près de 35 000 foyers qui y sont raccordés. En 1954, c'est 85 % des milieux ruraux qui ont accès à l'électricité.

En 1931, il y a création par le gouvernement de l'Union nationale de Maurice Duplessis d'un Crédit Agricole provincial. À l'époque, il est considéré comme le plus généreux au Canada; il consent des prêts à 2,5 % d'intérêt sur 30 ou 39 ans pour un maximum de 6 000 \$, une fortune dans ces années-là.

Dans l'entre-deux-guerres, l'agriculture devient de plus en plus commerciale et vise à une certaine exportation massive. La décennie des années 1940 enregistre le plus grand nombre de fermes jamais atteint au Québec. La petite histoire populaire raconte que Duplessis cachait ses diplômes (car il était avocat) quand il parlait aux ouvriers, aux paysans, aux cultivateurs. Il s'arrangeait pour se faire comprendre aisément par ses commettants. C'était l'approche du populiste Maurice. L'Office de l'électrification rurale est créé en 1945 pour favoriser l'électrification des campagnes par l'entremise de coopératives d'électricité. Demandée depuis 1928 par les spécialistes de la question agricole, par l'Union catholique des cultivateurs (devenu aujourd'hui Union des producteurs agricoles du Québec (UPA), et par diverses instances politiques, l'Office répondait à une demande incontournable des régions du Québec, celle de l'accès aux ressources hydroélectriques essentielles à la modernisation de l'agriculture québécoise. Lors de son premier mandat, le gouvernement unioniste de Duplessis, viscéralement favorable au mode de vie rural, instaure une série de mesures permettant la modernisation de l'agriculture et le ralentissement de l'exode vers les milieux urbains. Il offre des subventions (octrois dans le langage de Duplessis) permettant le drainage des terres agricoles et soutient les écoles d'agriculture.

En 1955, c'est le dépôt du rapport du Comité Héon, commandé par le gouvernement Duplessis quelques années plus tôt, qui attire l'attention du milieu agricole. Il y est dit que « l'agriculture doit rester aux mains des individus qui veulent la pratiquer, mais que le nombre d'entreprises devrait diminuer des deux tiers, grosso modo pour passer de plus de 130 000 à quelque 44 000 fermes plus spécialisées et plus productives ». Le rôle de l'état, selon le Comité, est de supporter techniquement et financièrement les initiatives et investissements des agriculteurs les plus dynamiques et progressifs, pour les aider dans la spécialisation de leurs activités et la consolidation de leurs entreprises.

Dans le courant des années 1960, c'est le gouvernement Lesage qui commande une grande Commission royale d'enquête sur l'agriculture au Québec. Le rapport April, du nom du président de la commission, est déposé en 1967. Pour l'essentiel, ce rapport reprend les recommandations du rapport Héon, mais va plus loin et plus en détail quant aux manières de procéder pour atteindre les objectifs d'augmentation des rendements dans les productions animales et végétales.

Lors de la Révolution tranquille, les campagnes québécoises franchissent un nouveau pas dans l'ère du développement planifié. Parmi les préoccupations des gouvernements, la modernisation de la production agricole trône en tête de liste. Les divers rapports et les actions gouvernementales entreprises dans cette optique visent à abandonner l'agriculture traditionnelle d'autoconsommation et à finaliser le passage vers une agriculture industrielle et régionale. C'est aussi à cette époque que s'impose le concept d'aménagement des régions rurales, qui remplace alors les politiques de colonisation en vigueur dans les années précédentes.

### **En Gaspésie...**

Vers la fin des années 1960 et le début des années 1970, on voit la création du Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec (BAEQ) principalement associée à la recommandation visant à fermer une dizaine de villages de l'arrière-pays du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. Le plan d'aménagement détaillé et les recommandations tiennent en dix cahiers de plus de 2 000 pages qui ont été déposés au gouvernement du Québec en 1966. Mais, peu de gens qui entendent l'acronyme savent que le BAEQ est à l'origine, entre autres, de la construction d'infrastructures de transport comme le débarcadère et un quai pour un traversier-rail à Matane, de la création des parcs nationaux du Bic et du Témiscouata, et de l'ouverture du Musée régional de Rimouski. Néanmoins, le BAEQ déçoit par sa langue de bois hautement technique et abstraite, et par son contenu que les gens de la région connaissent déjà. Le plan d'aménagement avait comme but principal de construire une société meilleure et d'améliorer le sort de la population de l'Est-du-Québec en créant des conditions de vie pour 325 000 personnes comparables au reste de la province. En agriculture, le plan d'aménagement propose « la réduction de 39 à 5 beurreries; le regroupement de 854 cultivateurs en 37 groupes d'études en rentabilité agricole (GÉRA) qui pourraient gérer leurs fermes avec l'aide de 23 équipes du ministère (incitation à l'agrandissement de ces fermes); la création de 26 fermes normes qui fourniraient des données sur le coût de fonctionnement des fermes et finalement, la réalisation d'études sur la rentabilité de l'élevage du mouton, des bovins, du vison et de certaines cultures ».

Curé de paroisse à l'époque, Gilles Roy a été invité à siéger sur le Comité afin de proposer des façons de disposer des biens de l'Église dans les paroisses à fermer. Rôle ingrat s'il en est un, il va plus tard avoir un rôle de leader dans la défense des régions et diriger la destinée de l'Opération Dignité III. Mais son rôle dans le Comité est celui d'améliorer le sort de ses paroissiens. Le Comité a identifié 49 villages marginaux, en quatre niveaux de marginalité; quatre localités sont désignées comme expérience-pilote de fermeture. Il s'agit de Sainte-Paule, Esprit-Saint, Saint-Octave-de-l'avenir et Saint-Jean-de-Brébeuf. Entre 1970 et 1972, l'opération de fermeture expérimentale est à son zénith. Environ 400 familles sont déracinées dans des régions désignées par le programme où des structures d'accueil avaient été prévues; les chômeurs et les assistés sociaux n'ont d'autre choix que d'occuper les HLM, eux qui ont été habitués à de grands espaces. Les critiques que cette opération a suscitées, autant chez les relocalisés que

dans la population de l'Est-du-Québec en général, auront fait naître les Opérations Dignité. Ce mouvement populaire fige dans l'espace et dans les rapports sociaux des points de résistance et de révolte, semblable à celle de 1909 à Rivière-au-Renard, résistances aux formes d'exploitation et de marginalisation de la nature même du système capitaliste occidental.

Dans les années 1960 et 1970, l'agriculture continue de se moderniser. Par contre, l'État intervient plus que jamais pour la protéger du capitalisme sauvage. En effet, l'étalement urbain, un des effets de l'urbanisation et du développement des banlieues, rend les terres fertiles de la vallée du Saint-Laurent de plus en plus séduisantes pour un usage autre que l'agriculture (l'étalement urbain par exemple), alors qu'elles ne représentent que 2 % du territoire de la province. C'est dans ces circonstances que le gouvernement péquiste de René Lévesque fait adopter, en 1978, le joyau de sa gouvernance sous la responsabilité du ministre Jean Garon, figure de proue de l'agriculture nationaliste de Minville : la Loi sur la protection du territoire agricole. Cette loi permet le zonage des terres agricoles qui sont dorénavant réservées à cet usage seulement. Elle interdit par le fait même la construction de quartiers résidentiels ou commerciaux sur le patrimoine agricole et garde-manger des Québécois. La loi interdit aussi la division des terres par les propriétaires, la coupe des érables dans une érablière et l'enlèvement du sol arable cultivable. Pour s'assurer de l'application de la loi, la Commission de protection du territoire agricole du Québec est instaurée. L'année suivant son adoption, le gouvernement fait adopter une loi qui interdit à un non-résident d'acheter une terre agricole, ce qui permet d'éviter que certains spéculateurs n'achètent des terres qu'avec l'intention de les revendre à profit.

### **Mais il est trop tard pour le village de Val-d'Espoir**

En 1954, un nouveau poulailler est construit à l'École d'agriculture de Val-d'Espoir et l'éleveuse est rehaussée sur 2 étages. Une nouvelle école est construite en 1956 et sa bénédiction survient en 1958. En 1961, l'école est fermée faute d'inscriptions pour maintenir ses activités. Le frère Réal Desrosiers est alors obligé de liquider les biens de l'école. En 1962, il y a une tentative de reprendre l'école par la congrégation Pie X, mais cette initiative se termine par un échec. Cette congrégation a été fondée par Pie X (Saint-Pie X pour être plus exact) le 29 juin 1908 sous un ordre autonome de religieux.



Nouveau poulailler avec l'éleveuse rehaussée sur deux étages, 1954.

Musée de la Gaspésie. Fonds École d'agriculture de Val-d'Espoir. P275/13

Comme c'est le cas de beaucoup de villages agricoles de l'époque, les lots sont pillés et les terrains laissés en friche entre 1970 et 1973. Le 5 février 1973, un incendie aux circonstances mystérieuses rase l'édifice principal de l'école.

### **Une lueur d'espoir?**

De l'histoire des écoles d'agriculture au Québec, celle de Sainte-Anne-de-la-Pocatière est la plus vieille, car on en parle pour la première fois en décembre 1847. Mais ce n'est que le 5 février 1855 que les directeurs du Collège de Sainte-Anne sont avisés que le projet est bien vu de plusieurs membres canadiens-français du gouvernement. Initié par le député de Kamouraska, Jean-Charles Chapais, on propose une école près de la ferme-modèle du collège classique. Avec l'aide de l'abbé François Pilote, supérieur du collège classique, on assiste à la fondation de l'École d'agriculture de Sainte-Anne, la première institution du genre au Canada. C'est après une tournée de huit mois à travers les meilleurs établissements agricoles de France, de Belgique et d'Irlande que François Pilote organise l'école qui a pour mission de relever le niveau d'instruction des cultivateurs canadiens-français. Inaugurée officiellement le 10 octobre 1859, l'école débute ses cours avec trois élèves inscrits.

L'historien Jacques Saint-Pierre raconte que : « Les candidats doivent être âgés d'au moins 16 ans, savoir lire et écrire et posséder des notions de base en arithmétique. Le cours est d'une durée de deux ans. Il permet aux élèves d'aborder tous les aspects de la science agricole et de s'initier aux meilleures pratiques de culture sur la ferme annexée à l'école et exploitée aux frais du collège. Les élèves proviennent d'abord de la région, mais le recrutement s'étend ensuite à l'ensemble du Canada français. La fréquentation de l'école s'avère beaucoup plus coûteuse pour les pensionnaires, mais le gouvernement offre des bourses d'études. De 1859 à 1912, l'école enregistre 573 inscriptions, soit une douzaine de nouveaux inscrits en moyenne chaque année. Si l'on en juge par ceux qui ont complété leur cours entre 1859 et 1877, les deux tiers de ses finissants vivent ensuite de l'agriculture. »<sup>6</sup>

Grande rivale de Val-d'Espoir, Sainte-Anne-de-la-Pocatière pourrait avoir amené la disparition de l'institution gaspésienne en attirant la clientèle traditionnelle de la Gaspésie. Les agronomes de Sainte-Anne-de-la-Pocatière ont parcouru toutes les fermes de la Gaspésie. La ferme de mes grands-parents à Sainte-Anne-des-Monts faisait partie des fermes modèles visitées par ceux-ci. La règle primordiale de mon grand-père était simple avec ses enfants : aucune mauvaise herbe ne doit être détectable avant la visite de l'agronome et de ses élèves. Ces agronomes suscitaient d'abord la méfiance auprès des agriculteurs, mais finissaient par se faire accepter par les éléments les plus progressistes de la classe agricole. Ils vont jouer un rôle très important dans la modernisation de l'agriculture québécoise au 20<sup>e</sup> siècle.

Presque 40 ans après la fermeture de l'École d'agriculture de Val-d'Espoir, une coopérative a repris la gestion des terres dans les années 2000. En 2015, c'est une microbrasserie qui s'y installe et développe une ferme-brasserie. Elle partage l'espace

avec un organisme qui regroupe, entre autres, une épicerie, un café et un moulin à farine. Depuis, c'est en copropriété qu'ils poursuivent la vocation agricole des lieux.

Le 6 décembre 2019, le journaliste de Radio-Canada, Bruno Lelièvre, rapportait que le Conseil municipal de Percé allait bientôt connaître les résultats de l'étude de préfaisabilité sur la relance de l'ancienne école d'agriculture de Val-d'Espoir commandée auprès du consultant et ex-député de Gaspé, Gaétan Lelièvre, pour réaliser cette étude au coût d'environ 7 200 \$. Pour Cathy Poirier, mairesse de Percé, l'objectif ultime était de redonner vie à l'ancienne école du village et par ricochet, susciter l'intérêt de nouvelles familles à venir s'installer dans la municipalité.

Tel un phénix, l'École d'agriculture de Val-d'Espoir pourrait alors littéralement renaître de ses cendres.

Remerciements à Marie-Pierre Huard, archiviste au Musée de la Gaspésie, pour sa précieuse collaboration.

[Cliquez ici pour visionner un diaporama photo de l'Institut agricole et de l'École d'agriculture de Val-d'Espoir](#)

### Notes

1. Laval Lavoie, *Mgr François-Xavier Ross. Libérateur de la Gaspésie*, Québec, Éditions Anne Sigier, 1989, p. 131.
2. Esdras Minville, *L'agriculture : Étude préparée avec la collaboration de l'Institut agricole d'Oka*, Montréal, Éditions Fides, 1943, p. 9.
3. Frères maristes, *Manuel d'agriculture*, Montréal, Granger, Coll. Manuels d'enseignement rural, réédition, 1942, p. 242.
4. La vache canadienne : [http://www.vachecanadienne.com/la\\_vache\\_canadienne.aspx](http://www.vachecanadienne.com/la_vache_canadienne.aspx)
5. Sandra Rowe et Gérard Lambert, *Cheval canadien, joyau du patrimoine agricole du Québec* : [http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-94/Cheval\\_Canadien,\\_joyau\\_du\\_patrimoine\\_agricole\\_du\\_Qu%C3%A9bec.html](http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-94/Cheval_Canadien,_joyau_du_patrimoine_agricole_du_Qu%C3%A9bec.html)
6. Jacques Saint-Pierre, *L'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière* : [http://encyclobec.ca/communaute\\_religieuse.php?idcommu\\_religieuse=36&theme=eduquer](http://encyclobec.ca/communaute_religieuse.php?idcommu_religieuse=36&theme=eduquer)

### Références

Association de mise en valeur des bovins de race canadienne dans Charlevoix, Jean-Charles Chapais, *Notes historiques sur les écoles d'agriculture dans Québec*, Montréal, 1916, 82 p.

François Pilote, *Mémoire sur la paroisse, le village, le collège et l'école d'agriculture de Sainte-Anne*, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, F.H. Proulx, 1867, 20 p.

Jacques Saint-Pierre, historien, *L'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière* : [http://encyclobec.ca/communaute\\_religieuse.php?idcommu\\_religieuse=36&theme=eduquer](http://encyclobec.ca/communaute_religieuse.php?idcommu_religieuse=36&theme=eduquer)

Esdras Minville, « Éducation nationale et sociale », La Jeunesse, 23<sup>e</sup> session des Semaines sociales du Canada, Saint-Hyacinthe, Montréal, Secrétariat des Semaines sociales du Canada, École sociale populaire, 1946, p. 269.

Rapport du comité d'enquête pour la protection des agriculteurs et des consommateurs (Commission Héon), Québec, Hôtel du Gouvernement, 1957, 455 p.

Gustave Toupin, « Évolution de l'action agronomique depuis 1912 », *Agriculture*, vol. 6, n° 3, automne 1949, p. 256-263.

La vache canadienne : [http://www.vachecanadienne.com/la\\_vache\\_canadienne.aspx](http://www.vachecanadienne.com/la_vache_canadienne.aspx)